

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Mission de diagnostic structure, de mise en sécurité de bâtiments et de maîtrise d'œuvre associée

Caractéristiques principales des contrats



Accord-cadre mixte avec un montant maximum de 400 000 € HT



Exécution par bons de commande et marchés subséquents



Durée de 4 ans



Révision annuelle des prix

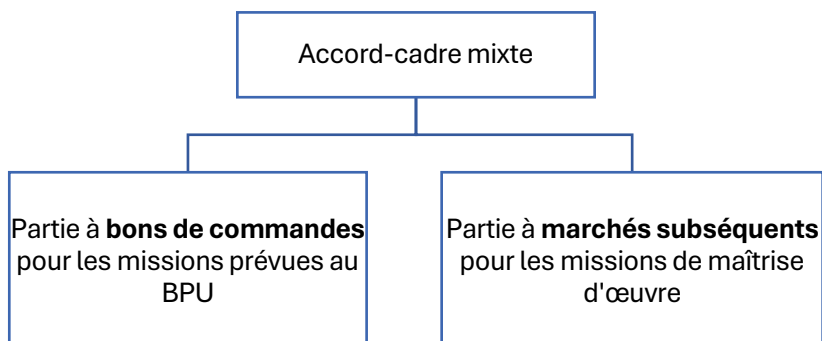
Sommaire

Article 1 – Dispositions générales	4
1.1 Forme du marché public et allotissement	4
1.2 Durée du marché	4
1.3 Parties contractantes	4
1.4.1 Le maître d'ouvrage.....	4
1.4.2 Le titulaire	4
1.7 Sous-traitance	6
1.8 Confidentialité	6
1.9 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	6
Article 2 – Pièces contractuelles de l'accord-cadre	6
2.1 Pièces particulières	6
2.2 Pièces générales.....	6
Article 3 – Dispositions spécifiques applicables à la partie à bons de commande.....	6
3.1 Demande de devis préalablement aux bons de commande.....	7
3.2 Emission des bons de commande.....	7
3.3 Montant des bons de commande	7
3.4 Délais d'exécution des bons de commande	7
3.5 Difficultés d'exécution des bons de commande	7
Article 4 – Dispositions spécifiques applicables à la partie marchés subséquents (missions de maîtrise d'œuvre)	8
4.1 Forme des marchés subséquents	8
4.2 Modalités de consultation pour les marchés subséquents	8
4.6 Obligation de réponse	8
Article 5 – Dispositions financières communes (bons de commande et marchés subséquents)	9
5.1 Variation des prix de l'accord-cadre.....	9
5.2 Avance	9
5.3 Paiement	9
5.3.1 Contenu des demandes de paiement et présentation.....	9
5.3.2 Délai de paiement	10
5.3.3 Acomptes	10
Article 6 – Exécution et périmètre des prestations	11
6.1 Equipe dédiée et modification	11
6.3 Présentation et délai d'approbation des livrables	11
6.4 Délais d'exécution et pénalités.....	11
6.4.1 Conditions générales	12
6.4.2 Exécution aux frais et risques.....	12
6.4.3 Pénalités pour retard	12

6.4.4 Autres pénalités	12
6.4.5 Clause de réexamen	13
Article 7 – Droits de propriété intellectuelle.....	13
7.1 Utilisation des résultats par l'EPAEM	13
7.2 Connaissances antérieures	14
7.2.1 Connaissances antérieures du titulaire	14
7.2.2 Connaissances antérieures de l'EPAEM	14
Article 8 – Assurances	14
Article 9 – Résiliation	15
Article 10 – Règlement des différends.....	15
Article 11 – Dérogations au CCAG PI	15
Article 12 – Annexe	15

Article 1 – Dispositions générales

1.1 Forme du marché public et allotissement



L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un **montant maximum de 400 000 € HT** sur toute la durée de l'accord-cadre.

L'accord-cadre est conclu avec une entreprise.

Le présent accord-cadre n'a pas été alloté en raison de motifs techniques. Les missions qui en découlent sont interdépendantes, notamment parce que le diagnostic réalisé peut directement conditionner la mission de maîtrise d'œuvre. Il est donc essentiel de confier l'ensemble des prestations à un prestataire unique afin d'assurer la cohérence, la continuité et la qualité de l'exécution. Cette organisation garantit une meilleure réactivité et une adaptation optimale des solutions proposées.

1.2 Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de 4 ans à compter du 12/07/2025 ou de sa date de notification si elle est postérieure à celle-ci.

1.3 Parties contractantes

1.4.1 Le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage est l'EPAEM, représenté par sa Directrice Générale ou ses représentants.

1.4.2 Le titulaire

Les caractéristiques du titulaire sont précisées dans l'Acte d'Engagement du marché.

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le pouvoir adjudicateur par écrit et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais. Ce changement n'affectant pas la forme juridique du Titulaire et n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale, un avenant ne sera pas nécessaire.

Le Titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise

Titulaire et de tout projet de cession du marché public dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public serait transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession de le marché public par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert de le marché public au nouveau titulaire.

1.4.2.1. Partage de responsabilités entre les cotraitants

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire, si les documents particuliers du marché le prévoient, de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du maître d'ouvrage jusqu'au terme du présent marché.

La répartition des responsabilités entre co-traitants conjoints sera déduite de la convention de groupement transmise au maître d'ouvrage dans le cadre de l'offre. A défaut, le maître d'ouvrage déduira cet engagement de la répartition des honoraires par co-traitant et élément de mission, le cas échéant, pour lesquelles un ou plusieurs cotraitants ont chiffré la réalisation d'une prestation dont ils prennent de fait, la responsabilité.

1.4.2.2. Remplacement d'un cotraitant défaillant

En application des articles R. 2194-1 et R. 2194-6 du code de la commande publique, le mandataire du groupement pourra proposer à l'acheteur de modifier sa composition dans les cas limitatifs suivants :

- Si l'un des co-traitants cesse son activité, s'il se trouve dans une situation de défaillance économique, s'il décède ou s'il est frappé d'incapacité civile ;
- Ou si un des cotraitants est défaillant dans l'exécution de ses prestations.

Le mandataire propose sans délai à l'acheteur l'une des solutions suivantes :

- Soit de réaliser lui-même les prestations qui restent à réaliser par le membre défaillant du groupement ;
- Soit de faire réaliser ces prestations par un autre membre du groupement ;
- Soit de présenter un sous-traitant ;
- Soit de proposer une nouvelle entreprise pour rejoindre le groupement à la place du membre défaillant.

Ce choix est soumis à la validation de l'acheteur, notamment au vu de l'aptitude des autres membres du groupement à assurer la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre dans les conditions contractuelles convenues.

Si un tiers est présenté (nouveau sous-traitant ou cotraitant), celui-ci produit :

- L'ensemble des documents et renseignements qui étaient exigés par les documents de consultation du présent accord-cadre pour l'analyse des candidatures ;
- Les documents justificatifs et autres moyens de preuve de l'absence de motifs d'exclusion définis par les articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique.

Un avenant est conclu entre l'acheteur et l'ensemble des cotraitants. Cet avenant détermine notamment la nouvelle composition du groupement, la nouvelle répartition des prestations ainsi que la rémunération de chaque co-traitant.

Par ailleurs, en cas de manquement aux obligations contractuelles de l'un des cotraitants, l'acheteur conserve dans tous les cas la possibilité de résilier partiellement le marché selon les modalités définies à l'article 9 du présent CCAP.

1.7 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations, sous réserve de l'acceptation du (ou des) sous-traitant(s) par le pouvoir adjudicateur et de l'agrément de ses conditions de paiement. Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-PI.

Pour la partie à marchés subséquents, il est demandé l'établissement d'une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4) pour chaque marché subséquent.

1.8 Confidentialité

Il est fait application des stipulations de l'article 5.1 du CCAG-PI en matière d'obligations de confidentialité du titulaire et du pouvoir adjudicateur.

1.9 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 6 du CCAG PI, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail de ses salariés.

Article 2 – Pièces contractuelles de l'accord-cadre

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

2.1 Pièces particulières

- L'Acte d'engagement ;
- Le présent Cahier des clauses administratives particulières ;
- Le Bordereau des taux plafonds et le Bordereau des prix unitaires ;
- Le Cahier des clauses techniques particulières ;
- Le Mémoire technique.

2.2 Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) tel qu'approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le livre IV du Code de la commande publique relatifs aux missions de maîtrise d'œuvre ;
- L'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

Le CCAG-PI, bien que non joint au présent marché, est réputé connu des parties.

Les dérogations au CCAG-PI sont récapitulées à l'article 11 du présent CCAP.

En cas de contradiction, ou de différence, entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Article 3 – Dispositions spécifiques applicables à la partie à bons de commande

3.1 Demande de devis préalablement aux bons de commande

Dans certains cas, l'EPAEM se réserve la faculté de demander un devis au titulaire avant l'émission du bon de commande. À cette fin, l'EPAEM précisera les besoins et les prestations attendus. Le titulaire disposera d'un délai maximum de 7 jours pour transmettre son devis, conformément aux prix plafonds du BPP.

3.2 Emission des bons de commande

L'accord-cadre s'exécute en partie par l'émission de bons de commande établis par le RPA et transmis au Titulaire par tout moyen permettant de leur donner date de réception certaine.

Les bons de commande sont émis à tout moment, à compter de la date de notification de l'accord-cadre. Ils indiquent :

- Le numéro du présent accord-cadre
- La nature, les références et les quantités de services concernés
- Le prix unitaire contractuel HT de services
- Le montant total HT du bon de commande
- Les taux et le montant de la TVA
- Le délai d'exécution.

3.3 Montant des bons de commande

La partie accord-cadre à bons de commande est passé à prix unitaires.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG PI, les prix incluent l'ensemble des dépenses nécessaires à la réalisation des prestations, notamment les frais de main-d'œuvre, les déplacements sur site, ainsi que la préparation, la participation aux réunions en présentiel et la rédaction du compte-rendu de réunion.

Le titulaire fixe ses prix en tenant compte de l'ensemble des frais exposés ci-avant qui ne sauraient donner lieu à une rémunération complémentaire, sauf prestations supplémentaires expressément demandées par l'EPAEM.

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant les prix unitaires aux quantités commandées.

Euroméditerranée commandera les quantités qu'il jugera nécessaire.

3.4 Délais d'exécution des bons de commande

Les prestations doivent être exécutées dans les délais plafonds indiqués dans le bon de commande. Ces derniers courent à compter de la date précisée sur ce dernier.

En cas de non-respect des délais d'exécution, le titulaire encourt l'application de pénalités pour retard telles que prévues à l'article 6.4.3 du présent CCAP.

3.5 Difficultés d'exécution des bons de commande

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-PI, en cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'un bon de commande, le Titulaire en avertit, dans les plus brefs délais, le service émetteur du bon de commande. A ce titre, il dispose d'un délai maximum de 2 jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande pour informer de ces difficultés.

Dans ce délai, le titulaire adresse au service susmentionné, un courriel de confirmation motivé

explicitant de manière détaillée et vérifiable la nature de ces difficultés. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

Article 4 – Dispositions spécifiques applicables à la partie marchés subséquents (missions de maîtrise d'œuvre)

4.1 Forme des marchés subséquents

Le titulaire pourra être amené à concevoir et suivre des travaux de confortement, de mise en sécurité et/ou de mise aux normes.

Dans ce cas, l'accord-cadre donnera lieu à la passation de marchés subséquents ayant pour objet les missions de base de maîtrise d'œuvre (codifiées au Code de la commande publique).

Les clauses administratives particulières applicables à ces marchés subséquents sont établies dans le projet de « Cahier des charges valant Acte d'engagement », annexé au présent CCAP, qui servira de modèle à l'écriture de chaque marché subséquent.

Certaines dispositions, ont vocation à être précisées, voire modifiées si la possibilité d'une modification est prévue, lors de la passation du marché subséquent.

4.2 Modalités de consultation pour les marchés subséquents

Pour chaque marché subséquent, l'EPAEM adressera au titulaire les projets de pièces constitutive du marché subséquent, notamment :

- le programme de maîtrise d'œuvre,
- l'enveloppe financière prévisionnelle des travaux.

Un marché subséquent sera conclu sur la base des éléments de réponse du maître d'œuvre. Il sera constitué de :

- Un cahier des charges valant acte d'engagement (CCP-AE) ;
- Les éléments de décomposition de l'offre financière du maître d'œuvre ;

D'autres pièces pourront s'ajouter à la présente liste.

4.6 Obligation de réponse

Le titulaire est tenu de présenter une offre pour chaque consultation réalisée par le maître d'ouvrage en vue de l'attribution d'un marché subséquent.

Cette réponse devra être transmise dans un délai maximum de 7 jours calendaires à compter de l'envoi du projet de marché.

Le non-respect de ce délai entraînera l'application de pénalités de retard conformément aux dispositions de l'article 6.4.3 du présent CCAP.

En l'absence de réponse, il appartient au titulaire de fournir des justifications motivées. A défaut, le maître d'ouvrage se réserve la faculté de résilier l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire défaillant et sans indemnité. Ainsi, le surcoût éventuel occasionné par la relance d'un accord-cadre pourra être mis à sa charge.

Article 5 – Dispositions financières communes (bons de commande et marchés subséquents)

5.1 Variation des prix de l'accord-cadre

La révision de prix sera effectuée à l'issue de périodes successives de 12 mois, la première révision intervenant 12 mois après la date T0 de notification du marché.

la formule applicable est la suivante :

$$P_n = P_o \times (A_n/A_o)$$

dans laquelle:

- P_o = prix initiaux du marché, établis aux conditions économiques du mois M0 correspondant à la date limite de remise des offres ;
- P_n = prix révisé ;
- A = Index divers de la construction - ING - Ingénierie - Base 2010, Identifiant INSEE 001711010A0 = valeur de l'indice A lue au mois M0 correspondant à la date limite de remise des offres ;
- A_n = dernière valeur définitive connue de l'indice A lue à T0 + 11 mois (première révision), T0 + 23 mois (deuxième révision) et T0 + 35 mois (troisième révision).

Exemple : le marché est notifié en juin 2025, la première révision intervient en juin 2026. Il est pris en compte la dernière valeur connue de l'indice A lue au mois de mai 2026.

Le coefficient de révision ainsi calculé est arrondi au millième supérieur, et les prix du bordereau des prix unitaires au centime d'euro supérieur.

Dans le cas de disparition d'indice, un nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit sera de plein droit applicable.

Dans le cas où aucun indice de substitution ne serait préconisé, les parties conviennent que la substitution d'indice sera effectuée par avenant. Il s'agit d'une clause de réexamen conclue conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique.

5.2 Avance

Le titulaire a droit à une avance de 5% du montant du bon de commande ou du marché subséquent supérieur à 50 000 euros HT et dont le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le taux de l'avance est porté à 20% lorsque le titulaire est une PME.

Le remboursement de l'avance s'effectue dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et 12 du code de la commande publique.

Le sous-traitant peut bénéficier d'une avance dans les conditions prévues aux articles R. 2193-17, R. 2193-18 et R. 2193-19 du code de la commande publique.

5.3 Paiement

5.3.1 Contenu des demandes de paiement et présentation

Il sera fait application des dispositions de l'article 11.3 à 11.6 du CCAG PI complétées par les précisions ci-après.

Les demandes de paiement (facture) sont transmises de manière dématérialisée au pouvoir adjudicateur sur le portail Chorus Pro.

Elles doivent comprendre les mentions obligatoires ainsi que celles détaillées ci-dessous et être accompagnées des pièces justificatives idoines.

Contenu des demandes de paiement	
1	Intitulé et numéro de l'accord-cadre
2	Numéro d'engagement juridique (bon de commande ou marché subséquent)
3	Désignation des prestations exécutées
4	Montant des prestations exécutées en € HT, hors TVA et hors révision de prix Celui-ci doit être détaillé par co-traitant. En cas de sous-traitance, la nature et le montant des prestations sous-traitées doivent être indiqués. En cas de décomposition en tranches, ce détail doit être fourni pour chaque tranche.
5	Montant cumulé des précédents acomptes le cas échéant
6	Taux de TVA applicable
7	Dates d'achèvement des prestations

Dans le cas d'un groupement d'entreprises, les factures des cotraitants doivent impérativement être validées par le mandataire du groupement.

En cas de sous-traitance, une attestation de paiement direct doit être jointe.

L'EPAEM dispose d'un pouvoir discrétionnaire quant au choix d'opérer des rectifications ou non sur la demande de paiement. Ainsi, toute demande de paiement ne comprenant pas une ou plusieurs de ces mentions pourra être rejetée.

5.3.2 Délai de paiement

Conformément à l'article R. 2192-11 2° du code de la commande publique, le paiement intervient par virement administratif dans le délai global de 60 jours. Le délai court à compter de la réception de la facture sur la plateforme Chorus Pro.

Si la réception de la facture est antérieure à l'acceptation des prestations, le point de départ du délai de paiement correspond à la date d'admission de l'exécution des prestations.

Le défaut de paiement dans le délai prévu donne droit au versement d'intérêts moratoires au titulaire et au sous-traitant dans les conditions des articles R2192-31 et 32 du code de la commande publique.

5.3.3 Acomptes

Conformément aux articles R. 2191-20 à 22 du Code de la Commande Publique, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché public ouvrent droit à acompte.

Les acomptes font l'objet d'une demande de paiement. Ils sont versés, selon une périodicité trimestrielle, au fur et à mesure de l'avancement de l'exécution des prestations. Pour les entreprises

mentionnées à l'article R. 2191-22 du Code de la Commande Publique, les acomptes pourront être mensuellement versés sur demande du titulaire, sans qu'une périodicité supérieure à un mois ne puisse leur être opposée.

Pour les missions de maîtrise d'œuvre, et par dérogation à l'article 11.2 du CCAG PI, la périodicité des acomptes est précisée dans le cahier des charges propre au marché subséquent.

Article 6 – Exécution et périmètre des prestations

6.1 Equipe dédiée et modification

Le titulaire s'engage à affecter, pendant toute l'exécution du marché, l'équipe dédiée telle que présentée dans son mémoire technique et dont les curriculum vitae auront été joints.

Ainsi, les prestations doivent être exécutées par les personnes nommément désignées.

Si une des personnes n'est plus en mesure d'accomplir les prestations, le titulaire doit :

- En aviser par écrit (mail), sans délai, l'EPAEM et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes en fournissant le CV de ce dernier, dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'EPAEM, si celui-ci ne le refuse pas dans le délai 7 jours ouvrés à compter de la réception de la proposition de remplaçant par le titulaire. Toutefois, l'EPAEM se réserve la possibilité de refuser le remplaçant proposé, avec justifications. Dans ce cas, le titulaire dispose d'un délai de 7 jours ouvrés à compter du rejet formalisé par écrit pour proposer un autre profil.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'EPAEM, le titulaire encourt l'application d'une pénalité telle que prévue à l'article 6 du présent CCAP.

6.3 Présentation et délai d'approbation des livrables

Conformément à l'article 28.2 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 2 mois pour procéder aux vérifications des livrables et notifier sa décision.

A l'issue d'un délai de 2 mois à compter de la date de réception du livrable, le cas échéant, modifié suite à des demandes de corrections de l'EPAEM, le silence gardé par le pouvoir adjudicateur vaut décision implicite d'admission.

Les documents d'études sont remis par le titulaire au pouvoir adjudicateur pour vérification et réception.

Le type et le contenu des livrables pour chaque prestation sont indiqués dans le CCTP.

Etant précisé que le pouvoir adjudicateur se réserve tout droit de reproduction des documents établis dans le cadre de l'accord-cadre.

6.4 Délais d'exécution et pénalités

6.4.1 Conditions générales

Les délais d'exécution s'entendent en jours calendaires.

Lorsque le délai imparti au titulaire expire un samedi, un dimanche ou un jour férié, son échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant. En cas de dépassement de ce délai, la période d'application des pénalités correspondantes commence le jour suivant l'expiration dudit délai et s'achève le jour de la date réelle de fin d'exécution de la prestation.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, les pénalités sont appliquées au titulaire sur simple constat sauf si, dans le délai contractuel, le titulaire informe le pouvoir adjudicateur d'un retard exogène à sa volonté qui ne lui permet pas de réaliser ses prestations dans les délais. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur décidera s'il lui notifie une décision de prolongation de délai l'exonérant de pénalités, en application de l'article 15.3 du CCAG PI.

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG PI, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité sauf décision expresse du pouvoir adjudicateur ou de son représentant.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG PI, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

6.4.2 Exécution aux frais et risques

Si le titulaire n'a pas transmis au pouvoir adjudicateur les différents livrables dus au titre de son marché, à l'issue d'un délai complémentaire notifié par le maître d'ouvrage, ce dernier le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe.

A l'expiration de ce nouveau délai, le maître de l'ouvrage peut faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire défaillant.

Conformément à l'article 11.3.7 du CCAG PI, le surcoût supporté par le pouvoir adjudicateur est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises. Ce surcoût correspond à la différence entre le prix que le pouvoir adjudicateur aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant.

La réception par le pouvoir adjudicateur des documents vérifiés, soit par le titulaire, soit aux frais de celui-ci par un tiers, met fin à l'application des pénalités au titulaire.

6.4.3 Pénalités pour retard

En cas de non-respect des délais précisés dans le bon de commande, le titulaire encourt l'application d'une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard.

En cas de non-respect du délai maximum de remise des devis, le titulaire encourt l'application d'une pénalité de 50 € par jour calendaire de retard.

Pour les missions de maîtrise d'œuvre, les délais d'exécution et pénalités sont indiquées dans le cahier des charges propre au marché subséquent.

6.4.4 Autres pénalités

En outre, le titulaire encourt l'application de pénalités en cas de manquement à ses obligations contractuelles comme suit :

Manquement	Pénalité forfaitaire
Erreurs substantielles et/ou répétées dans la facturation présentée	50 €
Absence à une réunion programmée	300 €
Changement dans le personnel dédié sans information préalable de l'EPAEM dans les conditions exposées au présent CCAP	300 €
Tout manquement à une obligation contractuelle figurant au CCAP et/ou CCTP ou dans les pièces du marché subséquent	100 €

6.4.5 Clause de réexamen

En cas d'évolution des besoins et d'augmentation des quantités nécessaires à la réalisation des prestations, induisant un dépassement certain du montant maximum initialement fixé, ce dernier pourra être revu à la hausse dans les conditions définies ci-après.

L'augmentation sera ainsi plafonnée à 20% du montant maximum prévu sur toute la durée du contrat. Etant précisé que la mise en concurrence a bien été réalisée sur la base du montant global comprenant l'impact financier d'une éventuelle application de la présente clause.

Le pouvoir adjudicateur en informera le titulaire dans un délai de quinze jours au maximum suivant la survenance de l'événement générateur nécessitant la revoyure du montant maximum.

Le titulaire se trouvera ainsi engagé sur ce nouveau montant maximum aux prix du marché tels que prévus dans le BPU, le cas échéant, révisé.

La mise en œuvre de cette clause dans les conditions susmentionnées ne nécessite pas la conclusion d'un avenant.

Article 7 – Droits de propriété intellectuelle

En la matière, il sera fait application des dispositions des articles 32 à 35 du CCAG PI complétées par les stipulations du présent article.

A titre liminaire, il convient de préciser que par « résultats », on entend l'ensemble des livrables produits dans le cadre du présent marché.

7.1 Utilisation des résultats par l'EPAEM

Le titulaire cède à l'EPAEM les droits nécessaires pour utiliser les résultats, aussi bien en l'état, à l'achèvement des prestations du marché, que modifiés ultérieurement par l'établissement.

Ainsi, l'EPAEM dispose du droit de :

- Publier et utiliser les livrables pour les besoins auxquels ils répondent ;
- Modifier et compléter les dispositions des livrables ;
- Distribuer, diffuser et reproduire les livrables ainsi que ses composantes : texte, illustrations, enquêtes, photographies etc.;
- Intégrer des dispositions prévues dans les livrables dans d'autres documents types élaborés par l'établissement.

De plus, le titulaire fera son affaire du sujet relatif aux droits de propriété intellectuelle de toutes photographies éventuellement insérées dans les livrables et qui ne lui appartiendraient pas.

Les livrables ont vocation à être utilisés par l'EPAEM mais également par ses partenaires publics et privés.

La cession des droits sus évoqués vaut à compter de la mise à disposition des résultats, pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur.

Les livrables ne comporte aucune donnée confidentielle.

L'EPAEM autorise le Titulaire à exploiter les résultats créés dans le cadre du marché et non soumis à cession exclusive au profit de l'acheteur.

7.2 Connaissances antérieures

7.2.1 Connaissances antérieures du titulaire

Les connaissances antérieures utilisées par le Titulaire pour l'élaboration des livrables doivent avoir été exhaustivement listées dans son mémoire technique, ou dans le cadre de réponse des connaissances antérieures joint au dossier de consultation, en prenant le soin de préciser s'il s'agissait de connaissances antérieures standard et/ou non standards, incorporées aux résultats ou fournies pour répondre aux besoins du marché.

A défaut d'identification expresse dans son offre, tout élément livré en exécution du marché est réputé être un résultat.

Lorsque le titulaire incorpore des connaissances antérieures dans les résultats ou fournit des connaissances antérieures dans le cadre de l'exécution du marché ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, le titulaire autorise l'EPAEM à utiliser les connaissances antérieures pour les mêmes droits, durée, territoire et finalités d'utilisation que ceux prévus dans le régime applicable aux résultats prévu à l'article 6.1 du présent CCAP.

En outre, il appartient au titulaire d'informer l'EPAEM en cours d'exécution du marché de tout souhait d'utiliser des connaissances antérieures dans la rédaction des livrables. De ce fait, cet accord préalable devra être soumis par mail au chef de projet à l'initiative du besoin. aux adresses courriels suivantes :

7.2.2 Connaissances antérieures de l'EPAEM

Les connaissances antérieures de l'EPAEM utilisées dans le cadre du présent marché sont les suivantes :

- Charte graphique de l'EPAEM
- Illustrations (plans, schémas, dessins, photographies...) de secteurs urbains ainsi que d'opérations réalisées ou en cours de réalisation au sein du périmètre d'Euroméditerranée
- Documents et études produits pour l'EPA Euroméditerranée : plans guides, études sectorielles, fiches de lot, etc.

Le Titulaire ne peut pas réutiliser les connaissances antérieures en dehors de l'exécution du présent marché, sans l'accord préalable de l'EPAEM.

Article 8 – Assurances

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché, le titulaire devra remettre au maître

d'ouvrage une copie de ses contrats d'assurances, couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 du Code civil, et sur lesquels devront apparaître les sommes assurées, les franchises et les taux de primes, ainsi qu'une attestation d'assurance justifiant :

- que les polices s'appliquent sans restriction et dans toutes leurs conditions pour la réalisation des ouvrages, objets du présent marché,
- que le bénéficiaire desdites polices est à jour du paiement de ses primes.

Article 9 – Résiliation

L'EPAEM a la faculté de résilier le présent accord-cadre avant son achèvement :

- soit pour événements extérieurs, dans les conditions mentionnées à l'article 37 du CCAG PI,
- soit pour faute du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG PI,
- soit pour motif d'intérêt général conformément aux dispositions de l'article 40 du CCAG PI,
- soit dans les conditions fixées par l'article L. 2195-4 du Code de la Commande Publique.

Dans tous les cas, la résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision prise par l'acheteur, et ne donne lieu à aucune indemnité (par dérogation aux articles 37 à 40 du CCAG PI).

Si le titulaire est un groupement d'entreprises, la résiliation peut être partielle (ne concerner que certains membres du groupement) ou totale (pour l'ensemble du groupement).

Article 10 – Règlement des différends

En cas de différend éventuel, le pouvoir adjudicateur et le titulaire échangeront en vue d'un règlement à l'amiable. Toutefois, en cas d'échec, le contentieux devra être porté devant le Tribunal Administratif de Marseille.

Conformément aux dispositions de l'article 43 du CCAG PI, la production d'un mémoire en réclamation en bonne et due forme constitue un préalable obligatoire à la saisine du juge.

Article 11 – Dérogations au CCAG PI

Objet	Article du CCAP	Article du CCAG PI auquel il est fait dérogation
Prolongation du délai d'exécution	3.4	13.3
Périodicité des acomptes	5	11.2
Collaborateurs du titulaire	6.1	3.4.3
Pénalités	6.3	14
Résiliation	9	37 à 40

Article 12 – Annexe

- Cahier des charges valant acte d'engagement – marché subséquent de maîtrise d'œuvre relative à la mise en sécurité des bâtiments